



Le changement climatique. Une interview de Pierre-Yves Le Borgn'

Monsieur Le Borgn', vous étiez député et rapporteur de la loi de ratification de la COP21 à l'Assemblée nationale en mai 2016, nous vous remercions de cette interview.

Vous pourriez sans doute nous expliquer pourquoi et dans quelle mesure les prévisions climatiques annoncent une catastrophe d'ici à la fin de ce siècle ?

La catastrophe redoutée, peut-être même annoncée, serait l'augmentation de 3 à 4 degrés Celsius de la température terrestre à la fin du siècle par rapport à la période préindustrielle. Ce serait un désastre car les spécialistes estiment qu'au-delà d'une augmentation de 2 degrés, le contrôle sur les mouvements climatiques serait définitivement perdu. La vie serait affectée par de très grandes tempêtes, des épisodes de sécheresse redoutables, la montée des océans consécutive à la fonte de la glace aux pôles et une désertification accélérée.

Qui est responsable du réchauffement climatique ?

C'est clairement l'homme. Sauf à être climatosceptique et nier l'existence du péril climatique, plus personne ne conteste aujourd'hui que ce sont les activités humaines qui placent la Terre dans la situation dramatique que nous affrontons. Ces activités sont notamment l'utilisation de combustibles fossiles (charbon, pétrole, gaz), la déforestation et l'élevage intensif du bétail. Elles libèrent d'importantes quantités de gaz à effet de serre. Ces gaz agissent comme les parois d'une serre: elles permettent à l'énergie solaire d'entrer dans notre atmosphère et l'empêchent aussi de s'en échapper. Beaucoup de ces gaz sont présents naturellement dans l'atmosphère, mais l'activité humaine conduit à développer considérablement leur concentration. C'est le cas en particulier du dioxyde de carbone (CO₂), qui est le gaz le plus produit par les activités humaines. A lui seul, il est responsable de 63% du réchauffement de la planète causé par l'homme et sa concentration dans l'atmosphère est aujourd'hui supérieure de 40% à celle qui prévalait à l'ère préindustrielle.

Quelle est la part des émissions de CO₂ dans tout cela ?

Cette part est prépondérante (63%). Elle est la traduction des activités humaines, et notamment industrielles.

On parle beaucoup du réchauffement de la terre dans l'ordre de 2 à 3 °C. Aujourd'hui, le bien-fondé des prévisions climatiques semble être acquis, seulement ses interprétations par les climatosceptiques et collapsologues font que la politique hésite encore ? Qui est-ce qui a raison et où vous placez-vous ?

Je pense que les politiques, laissant Trump et Bolsonaro de côté (qui ne pensent pas plus loin que le bout de leur nez), non seulement reconnaissent l'origine humaine du réchauffement climatique, mais aussi la nécessité d'agir ensemble à l'échelle internationale. Sans cela, nous n'aurions jamais eu l'accord de Paris en décembre 2015. Tous les Etats du monde ont signé cet accord. Tous, malheureusement, ne l'ont pas (encore) ratifié et un en particulier, les Etats-Unis, a par égoïsme choisi de s'en retirer. Là où les politiques hésitent, c'est dans le type de réponse à apporter. Certains Etats sont bien plus émetteurs de CO₂ que d'autres et le chemin vers la neutralité carbone est plus distant, plus coûteux financièrement et humainement pour eux. C'est par exemple le cas des pays producteurs et/ou utilisateurs de charbon dans le monde. La Pologne freine des quatre fers les initiatives européennes pour cette raison. C'est regrettable car l'Europe a toujours été à la pointe du combat international sur cette question et personne d'autre dans le monde ne peut exercer le leadership qui lui revient. Ma position personnelle est qu'il n'est plus temps d'hésiter. Si nous ne parvenons pas à stabiliser et réduire nos émissions de gaz à effet de serre, pour 2038-2040, nous aurons atteint une concentration dans l'atmosphère de gaz conduisant à une augmentation de 2 degrés de la température terrestre. C'est dire que le match sera plié. Tout se joue donc maintenant, à l'échelle de nos vies et pas seulement de celles de nos enfants et petits-enfants. Il n'est pas minuit moins le quart, il est minuit moins une.

Pourquoi, selon vous, il est si important de limiter le réchauffement de la terre ? Au cours de la COP21 en 2015 à Paris, on parlait de 2 °C, voire 1,5 °C, pourquoi un 1/2 °C est si important ?

C'est important car d'une augmentation la plus faible possible de la température terrestre découlent la prévisibilité et la maîtrise des phénomènes climatiques. L'exemple le plus parlant, le plus graphique est la montée du niveau des océans. Si l'on ne tient pas l'objectif de l'accord de Paris de limiter la hausse à 1,5 degré, un pays comme le Bangladesh n'existera plus à terme car l'océan l'aura recouvert.

Il y en a qui prédisent toutes sortes de menaces allant jusqu'à des guerres si la lutte contre le changement climatique échoue ou ne donne que de médiocres résultats ?

Ce sont des menaces malheureusement bien réelles. Je les redoute. La montée du niveau des océans et la désertification de régions du monde aujourd'hui très peuplées se traduiraient par des migrations massives du climat, humainement catastrophiques. Et par un danger majeur de conflit dans un contexte de menace pour la paix internationale.

Greta Thunberg, 16 ans, la suédoise, a réussi de mobiliser les jeunes partout en Europe de manifester, le mouvement des *Fridays for Future* comme *Parents for Future* s'est créé et on montre des pancartes comme « Make the world cool

again. ». Comment jugez-vous la contribution de Greta Thunberg, les actions jeunes ? Parviennent-ils de réveiller la politique ?

L'engagement de Greta Thunberg est remarquable. Elle a fait seule, puis avec des millions de jeunes touchés par son combat, bien plus que ce que la société civile était parvenue à faire ces dernières années. Les jeunes voient le danger sous leurs yeux. Ils comprennent que c'est leur avenir qui est en jeu et ils reprochent à raison aux acteurs publics, au business et au monde de la finance leur pusillanimité, leur manque de courage et leur inconséquence. Je suis persuadé que Greta Thunberg a initié un mouvement irréversible d'éveil citoyen, dont l'une des traductions a été la montée en puissance du vote pour les partis écologistes aux dernières élections européennes. Les jeunes rejettent à raison les jeux stériles de pouvoir entre les partis politiques classiques. La gauche et la droite ne les intéressent guère. Ce qu'ils veulent, ce sont des actes, des résultats, un espoir pour sauver le monde.

Bruxelles, l'Union européenne et ses états membres ont fait des efforts en faveur d'une réduction des émissions de gaz à effet de serre, taxe carbone, l'Allemagne veut arrêter sa production seulement en 2038 et la Chancelière Angela Merkel semble être prête à annoncer la neutralité climatique pour 2050. Ces mesures sont suffisantes ?

On pourrait toujours faire mieux. On devrait d'ailleurs faire mieux et ce sera le devoir de la nouvelle Commission européenne de tenter d'aller plus loin que les engagements actuels de l'Union et de ses Etats membres individuellement. Pour moi, la neutralité carbone est un strict minima.

Que pensez-vous de la taxe carbone ?

J'y suis favorable. J'ai consacré un post sur mon blog à cette question pour expliquer ma position : www.pyleborgn.eu/2019/04/oui-a-la-taxe-carbone. Le prix du carbone est la clé de la réussite de la transition énergétique. A ce stade, il est très bas, bien trop bas pour envoyer le signal prix nécessaire aux industriels et aux consommateurs pour qu'ils substituent des technologies plus frugales en émissions de gaz à effet de serre ou même décarbonées à celles qu'ils utilisent. Il faut a minima que le prix de la tonne de carbone grimpe à 30 Euros pour que la mécanique de la substitution s'enclenche. Et à 70 Euros pour que la substitution soit effective. Nous en sommes malheureusement très loin. C'est pour cela que cela que je défends le principe d'une taxe carbone croissante sur le modèle de ce que nos amis suédois ont mis en place depuis 1991. Et je voudrais imaginer que cette taxe soit une mesure européenne, pas uniquement nationale. Enfin, pour que l'augmentation de la fiscalité du carbone n'affecte pas en priorité les personnes les plus vulnérables de la société, je défends l'idée d'une redistribution du produit de la taxe carbone vers elles en priorité afin de les aider dans la transition (par exemple par le changement de voiture et de mode de chauffage individuel).

Les gilets jaunes ont contribué à l'impopularité de la hausse de la taxe carbone, aurait-il fallu une meilleure transparence de la législation et de l'emploi de la taxe carbone - malgré le principe de l'universalité du budget ?

Tout à fait. L'actuel gouvernement français, mais aussi le précédent ont raté le coche en n'intégrant pas la dimension de justice sociale dans l'effort collectif à mener contre le réchauffement climatique. Nous ne sommes pas égaux devant ce péril. Plus les revenus d'une famille sont faibles, plus elle vit dans la France rurale ou périphérique, tributaire de ce fait de la voiture individuelle (et selon toute vraisemblance d'un moteur au diesel), plus cette famille sera davantage pénalisée qu'une famille urbaine et des classes moyennes de l'augmentation de la fiscalité du carbone. Il faut de ce fait faire une totale transparence sur les objectifs et les mécanismes de cette fiscalité, en posant pour principe la redistribution de son produit vers ceux qui sont les plus exposés. On ne peut opposer la fin du monde et la fin du mois, pour reprendre une expression souvent entendue.

Quelles mesures préconisez-vous pour chacun d'entre nous de participer à la lutte contre le changement climatique ?

Il faut que nous prenions individuellement conscience de nos responsabilités. Pourquoi prendre sa voiture lorsque l'on peut emprunter les transports publics ? C'est un exemple. Un autre est l'isolation thermique de notre logement. Un troisième serait une alimentation éco-responsable, privilégiant les circuits courts et le respect des productions de saison. Comme ne pas manger de fraises en hiver par exemple, car l'empreinte carbone de la fraise hors saison sera redoutable. Le choix de consommation doit devenir un choix citoyen.

Serons-nous contraints, tôt ou tard, de modifier considérablement nos modes de vie ? Nous payerons cher cette mobilité à outrance, la désertification des centres-villes, la nécessité de faire la navette entre le domicile et le lieu de travail ?

Oui, clairement. Nos modes de vie doivent changer. Le règne de la voiture individuelle est révolu. Lorsque j'étais enfant en Bretagne, la mode était le retour à la terre. Nombre d'amis de mes parents vivaient à 15-20 kilomètres de Quimper dans de jolies petites fermes retapées. Tous les jours, ils faisaient une bonne quarantaine de kilomètres pour aller travailler et conduire leurs enfants à l'école. L'essence ne coûtait pas grand-chose. Aujourd'hui, tout cela n'a plus de sens. Il faut réinvestir la ville et se battre pour que les transports publics et la mobilité douce s'y développent.

La mobilité électrique annonce la fin du moteur thermique ?

A terme oui, mais la mobilité électrique en tant que telle n'est pas la réponse ultime. Si l'électricité nécessaire au déplacement est d'origine fossile, nous n'aurons fait que déplacer le problème géographiquement. Il faut une énergie décarbonée et – c'est mon choix personnel – renouvelable par opposition au nucléaire. Il y a tant à faire pour développer de grands parcs solaires, l'éolien offshore, les hydroliennes, la géothermie, etc. Les ressources sont immenses. Il faudra de même valoriser considérablement la

recherche et le développement dans le domaine des batteries car le stockage de l'énergie est l'autre défi qu'il faut gagner.

Nos hommes politiques disposent-ils de suffisamment d'énergie et de savoir pédagogique pour donner des réponses valables aux urgences climatiques ?

Disons qu'ils ne sont pas hostiles à la nécessité d'agir. Il faut pour cela que la société civile leur rappelle leur responsabilité et leur devoir de passer à l'action.

Vous vous rappelez lors de vos préparations pour présenter la loi de ratification à l'assemblée nationale, vous avez rencontré un grand nombre de personnalités, qu'est-ce qu'on vous disait en ce qui concerne les prévisions climatiques ? Il y avait un consensus ?

J'avais rencontré des climatologues. L'échange avec ces grands scientifiques m'avait passionné. Il m'avait inquiété aussi car personne ne pouvait mieux qu'eux présenter l'urgence du défi. Le consensus quant à la nécessité d'agir était en construction dans les familles politiques. Certains voulaient aller plus vite que d'autres, mais personne ne remettait plus en cause l'origine humaine du réchauffement climatique.

Il y avait des différences dues aux appartenances aux familles politiques ?

Non, pas réellement. Sauf peut-être sur l'utilisation de la fiscalité comme outil de changement des comportements. Les parlementaires libéraux y étaient moins spontanément favorables que d'autres. Je suis attaché à l'économie de marché et à la liberté d'entreprendre, mais l'urgence que nous affrontons requiert que nous n'écartions aucun outil.

Monsieur, je vous remercie.

Cet article fait partie peut être téléchargé sur notre Frankreich-Blog : [Klimawandel. Nachgefragt. Wir fragen Pierre-Yves Le Borgn'](#), 19. Juni 2019.

Chaque publication, même partielle – nécessite l'accord de la rédaction: Le Frankreich-Blog est un projet de Heiner Wittmann, Stuttgart.

redaktion@france-blog.info